

N°2021/083

DÉCISION DU MAIRE

**PRISE EN APPLICATION  
DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GENERAL DES  
COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Service émetteur : Vie Associative

Objet : Convention relative à la participation de la Croix-Rouge française aux dispositifs prévisionnels de secours

Titulaire : Association « Croix Rouge Française »

**Le Maire de la Ville de Vaujourn,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

**VU** la délibération n°2020/05-06 du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire dans le cadre des articles L.2122-22 et du Code Générale des Collectivités Territoriales, modifiée par la délibération 2021/04-03 du Conseil Municipal du 6 avril 2021,

**VU** le projet de convention relative à la participation de la Croix-Rouge française aux dispositifs prévisionnels de secours.

**CONSIDÉRANT** que la ville de Vaujourn organise un cinéma plein air le samedi 17 juillet dans le parc Alexandre Boucher.

**CONSIDÉRANT** que pour des raisons de sécurité un dispositif prévisionnel de secours est mis en place par la Croix-Rouge française.

**CONSIDÉRANT** les termes de la convention tels que proposés par la Croix Rouge Française,

**CONSIDÉRANT** que ladite convention est conclue à titre gratuit,

**ARTICLE 1 : DÉCIDE** de conclure une convention relative à la participation de la Croix-Rouge française aux dispositifs prévisionnels de secours à titre gratuit.

**ARTICLE 2 :** La Directrice Générale des Services est chargée, en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.



**ARTICLE 3 :** La présente décision

- sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.
- peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Vaujours dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de l'égalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L411-7 CRPA)
- peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site télerecours citoyens [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera adressée : - adressée au

- notifiée à l'association « Croix Rouge Française »

Fait à Vaujours, le 16 juillet 2021



Le Maire,

*Dominique Bailly*  
Dominique BAILLY

Vice-président de Grand Paris Grand Est

« Certifié exécutoire  
compte tenu de l'affichage  
le  
et le dépôt en Préfecture  
le..... »

Le Maire,

Dominique BAILLY





## Convention relative à la participation de la Croix-Rouge française aux dispositifs prévisionnels de secours

### Entre

La Croix-Rouge française, association loi 1901 reconnue d'utilité publique, dont le siège situé au 21 rue de la Vanne, 92120 MONTRouGE représentée par son Président, le Professeur Jean-Jacques ELEDJAM,

et, par délégation par Monsieur FONTAINE Roger, en sa qualité de Président Territorial de la Croix-Rouge française de Seine-Saint-Denis,

et, par délégation par Monsieur RAISON Guillaume, en sa qualité de Directeur Territorial de la délégation territoriale de la Croix-Rouge française de Seine-Saint-Denis dont les locaux sont situés au 6 rue Paul Langevin 93270 SEVRAN,

Ci-après dénommée « CRF »,

### Et

MAIRIE DE VAUJOURS représentée par Madame Elodie VALADE en sa qualité de Responsable associative, organisateur de la manifestation désignée à l'article 1 du présent.

### Vu

- Le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L725-1 à L725-9, R. 725-1 à R. 725-13
- Le code de la santé publique et notamment ses articles R6312-44 à R6312-48
- Le décret n°2017-250 du 27 février 2017 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile
- Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
- Le décret n°2016-713 du 31 mai 2016 relatif aux évacuations d'urgence de victimes par les associations agréées de sécurité civile
- La circulaire INTE1719734C du 30 juin 2017 relative à l'agrément de sécurité civile
- L'arrêté du 18 juillet 2018 portant renouvellement de l'agrément national de sécurité civile pour la Croix-Rouge française
- L'arrêté du ministère de l'Intérieur du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux Dispositifs Prévisionnels de Secours
- L'arrêté INTE1702347A du 27 février 2017 relatif à l'agrément des associations de sécurité civile pour les dispositifs prévisionnels de secours, dénommé agrément « D »
- L'arrêté du 31 mai 2016 relatif aux véhicules de premiers secours à personnes des associations agréées de sécurité civile
- L'arrêté du 12 décembre 2017 modifié, fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires terrestres

### Préambule

La Croix-Rouge française est une association reconnue d'utilité publique qui s'emploie à prévenir et à apaiser toutes les souffrances humaines. Elle a pour vocation de participer à tous les efforts de protection, de prévention, d'éducation, d'actions sociales et sanitaires.

Association de droit privé, elle est auxiliaire des pouvoirs publics. Elle leur apporte son aide dans le respect de ses principes et en particulier d'Humanité, d'Impartialité, de Neutralité, d'Indépendance, de Volontariat, d'Unité, et d'Universalité.

Entité juridique unique, elle déploie ses activités sur l'ensemble du territoire national au travers de ses délégations locales, départementales et régionales.

Par arrêté du 18 juillet 2018 portant renouvellement de l'agrément national de sécurité civile pour la Croix-Rouge française, paru au journal officiel le 24 juillet 2018, le ministère de l'Intérieur a délivré à la CRF des agréments nationaux de sécurité civile lui permettant de participer :

- A : aux opérations de secours (secours aux personnes et, selon les départements, sauvetage aquatique) ;
- B : actions de soutien et d'accompagnement des populations victimes d'accidents, sinistres ou catastrophes ;
- C : encadrement des bénévoles dans le cadre des actions de soutien aux populations ;
- D : selon les départements : D-Points d'alerte et de premiers secours (PAPS), D-Dispositif prévisionnel de secours de petite à grande envergure (DPS-PE à GE) ;
- D : selon les départements : D-PAPS ou D-PE à GE sécurité de la pratique des activités aquatiques.

Conformément à l'article L. 725-3 du code de la sécurité intérieure, seules les associations agréées peuvent contribuer à la mise en place des dispositifs de sécurité civile dans le cadre de rassemblements de personnes.

En conséquence de quoi, les partenaires se sont réunis et ont convenus de ce qui suit.

#### **Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la CRF de DELEGATION TERRITORIALE DE SEINE-SAINT-DENIS et la MAIRIE DE VAUJOURS, organisateur de la manifestation visée infra, dans le cadre des dispositifs prévisionnels de secours.

Cette manifestation est organisée par :

- **MAIRIE DE VAUJOURS représentée par Madame Elodie VALADE en sa qualité de Responsable associative**
- **20 rue A. Boucher; 93410 Vaujours / téléphone 06.46.32.38.77**

**Elle s'intitule : Cinéma plein air**

**Elle se déroule à Parc Alexandre Boucher; rue Alexandre Boucher; 93410 Vaujours Le 17 juillet 2021 de 22h00 à 00h30.**

**Elle a pour objet : Concert; spectacle.**

**Numéro d'agrément territorial CRF : 93202107017.**

#### **Article 2 : Prestations fournies par la CRF**

##### **2.1 – Nature du dispositif**

Au vu des éléments transmis par l'organisateur dans la grille d'évaluation des risques / fiche de renseignement jointe en annexe, et en application des dispositions contenues dans le référentiel national relatif aux Dispositifs Prévisionnels de Secours, la CRF s'engage à mettre en œuvre un dispositif de

##### **DPS Petite Envergure**

L'emplacement du ou des postes de secours, figure sur le plan annexé à la présente.

##### **2.2 - Moyens humains et matériels**

Conformément aux dispositions du référentiel national relatif aux Dispositifs Prévisionnels de Secours, la CRF s'engage à mettre à disposition les personnels qualifiés et mettre en œuvre les matériels requis. Le détail de la composition du dispositif et de la répartition des effectifs est indiqué sur la fiche comportant le plan d'implantation visé supra en 2.1.

L'ensemble des interventions (bilan secouriste, premiers soins secouristes, mise en condition et surveillance avant une éventuelle médicalisation, évacuations vers des établissements publics ou privés de santé notamment) est régulé par le centre 15, ce dernier assurant le choix des vecteurs d'intervention ou d'évacuation nécessaires.

En cas de transport de victimes, l'évacuation ne peut entraîner une suspension de la prestation de la CRF sur les lieux du dispositif. Une équipe d'évacuation à bord d'un véhicule de premiers secours à personne doit donc être prévue en plus du dispositif.

### **Article 3 : Engagements de l'Organisateur**

#### **3.1 - Aspects logistiques**

L'organisateur s'engage à mettre à disposition de la CRF :

Un local permettant la mise en œuvre du matériel de premiers secours, l'accueil et la prise en charge d'une victime allongée ou d'une zone de 5x5m minimum pouvant accueillir une structure démontable abritant un poste de secours.

L'organisateur dispose d'un dispositif d'alerte dédié aux secours publics (le cas échéant préciser son emplacement et ses conditions de mise en œuvre)

La signalisation du ou des postes de secours est à la charge de l'organisateur.

Ce ou ces postes de secours doivent être accessibles à des véhicules de premiers secours à personnes.

#### **3.2 - Modalités opérationnelles**

Le responsable du dispositif CRF sur place est le seul interlocuteur de l'organisateur.

Si l'organisateur prévoit la mise à disposition d'un médecin :

- celui-ci dispose de son propre matériel médical et de ses propres médicaments.
- les personnels de la CRF lui apportent leur concours sous sa responsabilité.
- en l'absence de prescription médicale, les équipiers de la CRF ne sont pas habilités à délivrer des médicaments.

Les actions menées par les personnels de la CRF dans le cadre de la présente convention sont conformes aux techniques et méthodes fixées dans les programmes de formation d'Etat mises en œuvre

#### **3.3 - Modalités financières**

Une note de frais est placée en annexe de la présente convention.

Un premier acompte d'un montant égal à 50% de la somme totale est versé à la signature de la présente convention.

Le solde est versé par l'organisateur à réception de la note de débit établie à l'issue du ou des dispositif(s) prévisionnel(s) de secours.

### **Article 4 : Confidentialité**

Les parties s'engagent à ne divulguer, en aucun cas, des informations confidentielles qu'elles se seraient communiquées dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Elles s'engagent à faire respecter cette obligation par leurs collaborateurs, leurs prestataires, leurs sous-traitants éventuels et tout tiers avec lequel elles sont en relation.

Cet engagement des parties est valable pour la durée de validité de la présente, ainsi qu'à son expiration sans limitation de durée.

#### **Article 5 : Communication**

Toute communication sur les opérations visées dans la présente convention, devra être effectuée par les partenaires, en concertation.

A ce titre, l'usage de l'emblème et du nom (ou des initiales) de la CRF, quelque soit le support de communication, devra faire l'objet, au cas par cas, d'un accord écrit préalable de sa part.

Il en sera de même, pour l'usage de la marque ou du logo des partenaires, par la CRF dans le cadre de sa propre communication.

#### **Article 6 : Durée / Résiliation anticipée / Modification**

La présente convention prendra effet à compter de sa signature pour une durée n'excédant pas les dates et heures prévues de fin de la manifestation.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention sans motif valable, une indemnité financière pourra être demandée par la partie lésée.

Dans l'hypothèse où la manifestation ne correspondrait pas à la description effectuée au préalable par l'organisateur sur la fiche jointe en annexe, la CRF se réserve le droit d'en informer immédiatement l'autorité de police compétente, et de ne pas mettre en place le dispositif prévu, entraînant une résiliation de plein droit et immédiate de la présente convention, l'acompte versé restant acquis à la CRF.

En tout état de cause, la convention sera résiliée de plein droit par la CRF en cas d'atteinte à l'un de ses sept principes fondamentaux cités en préambule.

#### **Article 7 : Règlement des litiges**

En cas de difficulté dans l'exécution de la présente convention, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige ou contestation sera porté devant les tribunaux compétents.

Fait à Sevrans le Vendredi 16 juillet 2021.

**Pour la Croix-Rouge française,  
DELEGATION TERRITORIALE DE  
SEINE-SAINT-DENIS.**

**Guillaume RAISON, DTUS**

**L'organisateur de la manifestation, MAIRIE DE  
VAUJOURS**



**Le Maire**

**Dominique BAILLY**

*Vice président Grand Paris Grand Est*

### Annexe 3 Note de frais

Convention CRF/ Mairie de Vaujours en date du 16/07/2021.  
Poste de secours du 17/07/2021  
Agrément départemental n°93202107017

<b>Dispositif</b>			
Description	Prix unitaire	Nombre	Montant
Point d'alerte et de premiers secours	€132,00	1	132,00 €
<b>Montant prestation par tranche de 4 heures</b>			<b>132,00 €</b>
Nombre de tranche de 4 heures			1
Total dispositif			132,00 €

<b>Général</b>	
Total dispositif	132,00 €
Remise exceptionnelle	132,00 €
Total Général	000,00 €

Pour information :

*Les intervenants secouristes de la Croix-Rouge française sont bénévoles.  
Les critères de calcul du montant de l'intervention sont fondés sur les coûts de formation et d'équipement des personnels, sur le coût des consommables, l'entretien et l'amortissement des matériels.*

*Coût par tranche horaire de 8 heures et par unité :*

- Secouriste : 30 €
- équipier secouriste : 41 €
- chef d'intervention : 49 €
- chef de section : 100 €
- chef de dispositif : 128 €
- logisticien administratif et technique : 22 €

*Coût **minimum** par tranche horaire de 8 heures et par unité :*

- lot A : 263 €
- lot B : 33 €
- lot C : 144 €

## Dispositif prévisionnel de secours Grille d'évaluation des risques - Fiche de déclaration

La fiche de renseignements doit être jointe à la demande d'agrément

DPT	DLUS de :	Nom de la manifestation	Type de manifestation
93	TERRITORIALE DE SEINE-SAINT-DENIS	Cinéma plein air	Concerts, Spectacles

### Caractéristiques de la manifestation

Date : du 17/07/2021 22h00 au 18/07/2021 00h30

Organisme demandeur: MAIRIE DE VAUJOURS

Lieu de la manifestation: Parc Alexandre Boucher Rue A BOUCHER 93410 VAUJOURS

Indice total du risque :  $i = 0,8$

Ratio d'intervenants secouristes RIS = 0,12

### Récapitulatif général du dispositif

Nombre de secteurs public	0
Nombre de secteurs acteur	0
PAPS	1
PDS	0
Equipes d'intervention	0
Binômes	0
Chefs de dispositif	0
Chefs de section	0
Logisticiens (LAT)	0
Equipes d'évacuation	0

### Secteur 1

Nature => nombre	Pour le public	Pour les acteurs	TOTAL
Postes de secours	0	0	0
Equipes d'intervention	0	0	0
Binômes	0	0	0
Chef de section	0	0	0
LAT	0	0	0
LOT A	0	0	0
LOT B	0	0	0
LOT C	0	0	0

Accusé de réception en préfecture  
093-269300372-20210716-2021-083-CC  
Date de télétransmission : 16/07/2021  
Date de réception préfecture : 16/07/2021



Signature de la structure CRF organisatrice	AGREMENT DEPARTEMENTAL : Agrée
Je sousigné : Hélène WEHREY Certifie les renseignements portés ci-dessus exacts.   <div style="text-align: right;">Signature et cachet</div>	N° d'agrément : 9320210097 Si non, motif du refus :   <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;">Nom du rédacteur : Guillaume RAISON</div> <div style="width: 45%; text-align: right;">Signature et Cachet :</div> </div>
<b>Agrément DUS :</b>	
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <input type="checkbox"/> Oui    <input type="checkbox"/> Non            Motif du refus:         </div> <div style="width: 45%; text-align: right;">           Nom et signature:         </div> </div>	

Accusé de réception en préfecture  
 093-269300372-20210716-2021-083-CC  
 Date de télétransmission : 16/07/2021  
 Date de réception préfecture : 16/07/2021